

Légère longueur d'avance pour Beat Jans

AUDITIONS Les deux candidats socialistes au Conseil fédéral se sont présentés devant Les Vert·e·s, les vert·libéraux, le PLR et l'UDC. Plus expérimenté, le Bâlois en serait ressorti avec un petit avantage, même si les positions sont loin d'être figées

DAVID HAEBERLI
ET PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
X @David_Haerberli X @BoeglinP

Quatre auditions en un après-midi: Beat Jans et Jon Pult sortent d'une journée intense au Palais fédéral. Les groupes parlementaires des Vert·e·s, des vert·libéraux, du PLR et de l'UDC ont mis sur le gril les deux candidats socialistes au Conseil fédéral, les criblant de questions pour tenter de deviner leur positionnement. Le sprint final pour la succession du ministre démissionnaire Alain Berset est lancé; il trouvera son épilogue mercredi 13 décembre lors de l'élection par le parlement.

En attendant, les partis restent d'une prudence de Sioux. Emettre une préférence officielle, c'est risquer de dévoiler son jeu et d'affaiblir son favori. Certains élus n'ont également pas forgé leur opinion définitive. Les communiqués officiels demeurent donc très généraux. L'UDC écrit ainsi qu'elle «poursuivra sa discussion sur les deux candidats» la semaine prochaine. Les Vert·e·s publient succinctement sur le réseau X (ex-Twitter) qu'ils ont auditionné les postulants au gouvernement, et que «tous deux sont éligibles». Les vert·libéraux se montrent encore plus concis, et annoncent qu'ils décideront «ultérieurement» de la personnalité soutenue.

«Les règles du jeu sont valables pour tous»

Seul parti à avoir convié la presse après avoir reçu les deux socialistes, le PLR s'est montré à peine plus loquace. Après les banalités d'usage, Damien Cottier, conseiller national neuchâtelois et chef du groupe aux Chambres fédérales, a confirmé que les libéraux-radicaux voteraient bien pour un des deux candidats officiels. Ils ne se hasarderont donc pas à donner leurs voix par exemple à un Daniel Jositsch, candidat zurichois au profil socio-démocrate qui semble compatible avec



Beat Jans, à gauche, et Jon Pult, à droite, donnent des interviews après leurs auditions. (BERNE, 5 DÉCEMBRE 2023/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

le PLR, mais qui a été éliminé dans le processus interne au PS. Le Neuchâtelois a tout de même émis une condition: que le PS respecte lui aussi les règles du jeu. Traduire: lors de la réélection du conseiller fédéral PLR Ignazio Cassis – qui interviendra avant la succession d'Alain Berset –, les socialistes ne doivent pas s'aventurer à soutenir Gerhard Andrey, candidat écologiste qui a déclaré qu'il attaquerait le siège du Tessinois. «Les règles du jeu sont valables pour tous, a résumé Damien Cottier. La concordance est bonne pour la stabilité de la Suisse et nous attendons des autres partis qu'ils la respectent. Je n'ai aucune raison de douter qu'ils le feront.» Les échanges se poursuivront la semaine prochaine et la décision ne tombera que la veille de l'élection.

L'appel du pied du Neuchâtelois vaut également pour les élus qui donnent du crédit aux rumeurs voulant que Le Centre, fort de son bon score aux élections fédérales, songe à revendiquer un des deux sièges PLR.

En aparté, on entend auprès de Verts et de libéraux-radicaux influents que Beat Jans détiendrait une légère longueur d'avance sur Jon Pult. Président du gouvernement du demi-canton de Bâle-Ville, le politicien de 59 ans peut faire valoir un bagage sérieux, qui contient dix ans au Conseil national. Il a logiquement plus d'expérience que son rival grison de 39 ans, fort en rhétorique, mais qui siège depuis 2019 seulement sous la coupole fédérale.

Jans le paysan

Les deux sont vus comme positionnés à gauche de leur famille politique. Dans un parlement à majorité bourgeoise, cela leur vaut un vrai concert de griefs. Paysan diplômé, Beat Jans s'est fait une réputation d'écologiste engagé, tout comme Jon Pult par son activité dans l'Initiative des Alpes, qui se bat pour la protection du climat dans les montagnes. Ce dernier doit en outre assumer ses années passées au sein de la Jeunesse socialiste, synonyme d'épouvantail pour nombre de politiciens de droite.

Ainsi, au sein de l'UDC agrarienne et conservatrice, les élus contactés constatent qu'effectivement les atomes crochus avec Beat Jans et Jon Pult ne sont pas légion. «Le premier joue de sa formation de paysan pour nous dragner», sourit l'un, tandis que le trentenaire «possède davantage d'aisance rhétorique», selon un autre. Le fait que Jon Pult paraisse à certains plus fort que Beat Jans ne joue pas obligatoirement en sa faveur, puisque les adversaires politiques du Parti socialiste pourraient être tentés d'élire celui qui est considéré comme le plus faible des deux.

Chez Les Vert·e·s, un parlementaire accorde des points supplémentaires au profil de Beat Jans. Son parcours lui conférerait une meilleure compréhension des mécanismes institutionnels et du fédéralisme, ainsi qu'une conception plus convaincante de la fonction de conseiller fédéral.

Les dernières auditions auront lieu le mardi 12 décembre, veille de l'élection par l'Assemblée fédérale. ■

Le budget 2024 approuvé aux Etats

FINANCES Augmenté par les sénateurs, le montant validé n'est pourtant pas conforme au frein à l'endettement

ATS

Lors de l'examen du budget 2024, le Conseil des Etats a augmenté hier les dépenses pour l'agriculture et les transports publics, par rapport à la version gouvernementale. Par conséquent, le budget dépasse de 66,2 millions les dépenses autorisées par le frein à l'endettement.

En tout, les dépenses s'élèvent à 89,7 milliards et les recettes à 83 milliards. Lors du vote sur l'ensemble, les sénateurs ont adopté le budget par 37 voix contre 1 et 5 abstentions. Ils ont également approuvé un blocage de crédit, ce qui revient à demander au Conseil fédéral de ne pas épuiser tous les crédits alloués.

Ce blocage est de fait une coupe linéaire, a prévenu le ministre des Finances, Karin Keller-Sutter. Et d'espérer, à l'instar d'autres orateurs, que cet instrument ne soit pas nécessaire et que le parlement puisse s'accorder sur un budget qui respecte le frein à l'endettement.

Concernant l'agriculture, le Conseil des Etats a choisi sans opposition de maintenir les paiements directs, qui avaient fait les frais des mesures d'économie de la Confédération, au niveau de 2023. Les sénateurs ont aussi augmenté de 55 millions de francs les moyens destinés au transport régional de voyageurs par rapport à la proposition du Conseil fédéral.

L'Assemblée fédérale devra participer aux efforts d'économies: les sénateurs ont approuvé une coupe transversale de quelque 2% de ses dépenses courantes. Il en va de même pour le Tribunal fédéral et le Tribunal administratif fédéral qui devront réduire la voilure de 1,5%.

La Chambre des cantons a aussi décidé de réduire de 30 millions les indemnités versées aux cantons pour l'aide sociale pour les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés.

Le Conseil national se penchera sur le budget demain et lundi. ■

SUR LE WEB

Plan du nouveau parlement
Retrouver notre infographie sur Letemps.ch ou via ce QR code



Le MCG, un parti qui compte à Berne

NOMINATION Les deux conseillers nationaux du Mouvement citoyen genevois, Roger Golay et Daniel Sormanni, ont été élus scrutateurs suppléants. Ils voient donc tout ce qui se passe dans la salle du Conseil national. Un honneur ou un cadeau empoisonné?

VINCENT BOURQUIN
X @bourquvi

Le MCG compte à Berne. Pas seulement parce que tout le monde se passionne pour le sort de Mauro Poggia au Conseil des Etats. Mais surtout parce que ses conseillers nationaux, Daniel Sormanni et Roger Golay, ont été élus lundi scrutateurs suppléants. Tous deux devront donc savoir calculer, notamment lors des élections au Conseil fédéral. Leur visibilité est aussi grande car ils sont assis à la première rangée de la tribune présidentielle, face à la salle et au public.

Suppléant, ça ne fait pas rêver

Pourquoi un tel honneur (si c'en est vraiment un)? Roger Golay livre tous les secrets de cet emplacement. L'ancien policier occupait déjà ce rôle de scrutateur suppléant lors de son premier passage sous la Coupole, entre 2013 et 2019. Thomas Aeschi, le chef du groupe parlementaire de l'UDC s'en souvenait et s'est précipité vers le Genevois pour lui

demander s'il voulait retrouver ce strapontin. Au sein de ce groupe, qui a intégré les deux MCG, personne ne se précipite pour occuper un tel siège, positionné à l'écart des autres collègues. Mais cet isolement n'effraye pas du tout Roger Golay. Au contraire. «J'ai tout de suite accepté d'être à nouveau scrutateur. On est une super équipe et il y a toujours une très bonne ambiance entre nous.» Malin, Thomas Aeschi a demandé à Roger Golay s'il pensait que le second conseiller national du MCG, Daniel Sormanni, serait d'accord de compter, lui aussi. «J'ai répondu oui pour lui, comme ça, on est assis côte à côte», sourit Roger Golay.

«On est une super équipe et il y a toujours une très bonne ambiance entre nous»

ROGER GOLAY, CONSEILLER NATIONAL (MCG/GE)

De cette position, on voit tout. L'ancien gendarme peut donc contrôler ses collègues. Et surtout, il est le premier informé lors des élections importantes comme celles de la semaine prochaine au Conseil fédéral et à la Chancellerie.

Toutefois, l'UDC n'a pas offert un cadeau royal aux deux élus du MCG, ils ne sont que scrutateurs suppléants. Certes, ils dépouilleront bel et bien les bulletins pour l'élection à la succession d'Alain Berset, mais ils ne siègent pas au Bureau de l'Assemblée fédérale, sauf s'ils doivent remplacer un scrutateur fixe.

Tremplin pour la présidence

Assis à droite de Roger Golay, le centriste Benjamin Roduit appartient, lui, à ces 13 permanents qui jouent notamment un rôle essentiel dans l'établissement du programme des sessions. Une place au Bureau, c'est aussi un pas vers la présidence, du Conseil national ou du Conseil des Etats. Un poste qui plairait beaucoup au Valaisan.

Lui aussi confirme que, assis face à la salle, rien ne lui échappe. «On sent les manœuvres.» Et de citer la session spéciale du mois de mai consacrée au sauvetage du Crédit Suisse. «Je voyais les pontes du PS, debout au fond de la salle, envoyer les uns après les autres leurs collègues poser des questions à Karin Keller-Sutter.» Ces places de scrutateurs ont tout de même un désavantage: l'éloignement avec le reste du groupe. Benjamin Roduit en convient. «C'est pour cela que ce sont souvent les personnes les plus indépendantes qui se retrouvent là.» Ou alors des membres d'un petit parti. ■

Mauro Poggia siègera avec l'UDC

ÉLECTIONS FÉDÉRALES Bien que divisé, le parti s'est résolu à intégrer le conseiller aux Etats genevois dans son groupe. Pour le MCG, c'est le soulagement: il pourra siéger en commission, même s'il ignore encore dans lesquelles

MARC GUÉNIAT

D'une certaine façon, Mauro Poggia a réussi son pari en parvenant à intégrer un groupe parlementaire, ce qui lui permet d'accéder aux commissions. D'une autre façon, le conseiller aux Etats genevois, élu du MCG, se trahit puisqu'il déclarait lui-même qu'il ne bénéficierait pas de la «plus grande écoute» à l'UDC, «un parti d'extrême droite». Mais il n'avait guère le choix s'il entendait peser sous la Coupole, à la suite du refus unanime du Centre de l'accueillir.

Un bloc populiste à 35%

Quoi qu'il en soit, le groupe UDC a annoncé mardi soir que Mauro Poggia ferait bien partie de sa députation, au même titre que les autres élus MCG, Roger Golay et Daniel Sormanni, qui siègent au Conseil national. Cette décision met fin à un suspense de plusieurs semaines, lors desquelles le sort de Mauro Poggia s'est avéré pour le moins incertain.

L'UDC était divisée. A la Chambre basse, les avis étaient plutôt défavorables à l'idée d'ac-

cueillir Mauro Poggia, notamment parce que ses positions sont éloignées du parti sur plusieurs thèmes importants, comme l'Europe, l'immigration et la santé. Mais à la Chambre des cantons, les six élus UDC ont compté: ils gagneraient ainsi trois sièges supplémentaires en commission ainsi qu'une présidence, fait savoir l'un d'eux. Ce savant calcul a donc sauvé Mauro Poggia de son splendide isolement.

«Arithmétiquement, l'UDC genevoise pèse bien plus lourd que le score qu'elle a obtenu»

ANDREA PILOTTI, POLITOLOGUE À L'UNIL

Qu'a-t-il obtenu en échange, au-delà de la garantie de pouvoir travailler en commission? Le chef de groupe UDC, Thomas Aeschi, n'a pas répondu à nos appels. Pour sa part, Mauro Poggia indique que les discussions sur les neuf commissions thématiques que compte le parlement auront lieu ultérieurement, parmi les membres du Conseil des Etats. La répartition des sièges sera rendue publique le 14 décembre. L'élu ajoute qu'il conserve sa liberté de parole, «garantie» à tout parlementaire.

Au final, Genève qui n'avait élu que deux UDC sur ses 14 représentants à Berne se retrouve avec cinq membres du groupe parlementaire de la droite dure. Cela équivaut à 35% de l'électorat cantonal, alors que l'UDC n'avait recueilli que 14,2% des suffrages exprimés le 22 octobre lors de l'élection au Conseil national et qu'elle n'a pas décroché de fauteuil au Conseil des Etats, Céline Amaudruz ayant échoué. «Arithmétiquement, l'UDC genevoise pèse bien plus lourd que le score qu'elle a obtenu lors des élections. Mais politiquement, le poids du pôle nationaliste conservateur n'est pas excessif», estime Andrea Pilotti, politologue à l'Université de Lausanne. Ce bloc populiste formé de l'UDC et du MCG n'a engrangé qu'un quart du vote des Genevois tout en occupant un tiers des fauteuils cantonaux au Conseil national, ceci grâce aux apparentements entre les listes.

Autre conséquence: Céline Amaudruz réalise une mauvaise opération, à supposer qu'elle souhaite briguer un siège à la Chambre des cantons dans quatre ans, puisqu'elle se retrouverait en concurrence avec Mauro Poggia. Selon nos informations, la Genevoise, tout comme la plupart des élus UDC romands, était opposée à l'intégration de l'ancien conseiller d'Etat au sein de son groupe parlementaire. ■